

Termes de référence pour le recrutement de deux consultants chargés de la réalisation d'une cartographie des services d'assistance juridique et d'appui psychosocial aux victimes de violences dans les communes rurales de Nouakchott, Brakna et Gorgol

Contexte et justification

La persistance des violences, notamment celles basées sur le genre (VBG), demeure une problématique préoccupante dans les zones rurales de la Mauritanie. Malgré les efforts considérables des acteurs institutionnels, communautaires et associatifs, l'accès des victimes à des services d'assistance juridique et psychosociale adaptés reste encore limité.

Face à ce constat et à la nécessité de rapprocher les services d'assistance juridique et d'appui psychosocial des victimes de VBG, le projet Women's Integrated Sexual Health – Western and Central Africa (WISH-WACA), financé par le FCDO, se propose d'améliorer l'accès aux services de santé de la reproduction (SSR) pour les populations les plus marginalisées, notamment les adolescent·e·s, les jeunes et les femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Coordonné par Marie Stopes International (MSI), en partenariat avec Options, IPAS, RAES, SightSavers et WiLDAF-AO, le projet vise à renforcer les capacités des prestataires et acteurs communautaires afin de promouvoir un accès durable et inclusif à des services intégrés de santé sexuelle et reproductive.

Dans cette dynamique, WiLDAF-AO, à travers son partenaire le Comité de Solidarité avec les Victimes des Violations des Droits Humains (CSVVDH), souhaite recruter deux consultants pour conduire une cartographie des acteurs et structures offrant des services d'assistance juridique et psychosociale aux victimes de VBG dans les zones rurales et défavorisées des régions de Nouakchott, Brakna et Gorgol.

Les résultats de cette étude permettront :

- De renforcer la coordination et la complémentarité des interventions locales et nationales ;
- D'orienter les activités de plaidoyer menées dans le cadre du projet ;
- Et de favoriser une meilleure synergie entre les acteurs institutionnels, communautaires et associatifs.

Objectifs de la mission

❑ Objectif général :

L'objectif consiste à réaliser une cartographie complète et actualisée des services d'assistance juridique et psychosociale disponibles pour les victimes de violences basées sur le genre (VBG) dans les zones ciblées, afin d'améliorer la coordination des acteurs, d'optimiser les mécanismes d'orientation et d'améliorer la prise en charge globale des victimes.

Objectifs spécifiques :

- Identifier et répertorier les structures publiques, communautaires et privées offrant des services d'assistance juridique et/ou psychosociale (accueil, écoute, orientation et accompagnement) des victimes de VBG ;
- Documenter les types de services disponibles, les zones de couverture et les modalités d'accès pour les bénéficiaires.
- Identifier les lacunes, chevauchements et besoins en matière de coordination entre les différents acteurs impliqués.
- Élaborer une base de données et une carte géographique (interactive ou statique) des acteurs et services clés par région.
- Formuler des recommandations pour renforcer la synergie, la complémentarité et l'efficacité des interventions en faveur des victimes de VBG.

Résultats attendus

- Une liste exhaustive et une description détaillée des structures d'assistance juridique et psychosociale existantes dans les régions ciblées ;
- Une cartographie visuelle (papier et numérique) des acteurs et services par zone d'intervention ;
- Un rapport analytique mettant en évidence les forces, faiblesses et opportunités de coordination entre les différents acteurs ;
- Des recommandations opérationnelles pour améliorer la couverture, l'efficacité et la complémentarité des services et le référencement optimal des victimes vers les services adéquats.

Méthodologie

Les consultants travailleront en étroite collaboration avec l'équipe du Comité de Solidarité avec les Victimes des Violations des Droits Humains (CSVVDH) et les partenaires du consortium afin d'assurer la cohérence, la qualité et la pertinence des résultats. La méthodologie reposera sur une approche participative et mixte combinera les outils qualitatifs et quantitatifs suivants :

- Collecte documentaire à partir des rapports, plans d'action, études et bases de données existantes ;
- Entretiens individuels et focus groupes avec les principales parties prenantes (OSC, services déconcentrés de l'État, structures de santé, etc.) ;
- Visites de terrain dans les communes rurales ciblées pour observer les dispositifs existants et recueillir les données contextuelles ;
- Traitement et analyse des données selon une grille harmonisée, permettant de faire une comparaison entre les zones couvertes ;
- Validation participative des résultats avec les acteurs locaux avant restitution finale du rapport et de la cartographie.

Livrables

- Rapport méthodologique validé ;
- Rapport provisoire de cartographie ;
- Base de données numérique des structures recensées ;
- Carte(s) géographique(s) des services d'assistance ;
- Rapport final intégrant les observations du comité de validation.

Durée et calendrier

La mission est prévue pour une durée de 20 jours ouvrables répartis comme suit :

- Préparation : 3 jours
- Collecte de données : 10 jours
- Analyse et rédaction du rapport : 5 jours
- Restitution et validation : 2 jours

Profil recherché des consultants

Deux consultants (individuels ou en équipe) seront recrutés :

Consultant·e 1 : Assistance juridique

- Diplôme supérieur (Bac+4 minimum) en droit, sciences sociales ou domaine connexe ;
- Expérience avérée (≥ 5 ans) dans la protection juridique, les droits humains ou la lutte contre les VBG ;
- Connaissance du cadre juridique Mauritanien relatif aux droits des femmes et à la protection des victimes ;
- Maîtrise de la collecte et analyse de données qualitatives ;
- Excellentes compétences rédactionnelles.

Consultant·e 2 : Appui psychosocial

- Diplôme supérieur (Bac+4 minimum) en psychologie, travail social ou domaine connexe ;
- Expérience confirmée (≥ 5 ans) dans l'accompagnement psychosocial des victimes de violences ;
- Bonne connaissance des acteurs communautaires et institutionnels œuvrant dans le domaine ;
- Aptitude à conduire des entretiens sensibles et à respecter la confidentialité et l'éthique professionnelle.

Les deux consultants doivent :

- Avoir une expérience avérée (au moins 5 ans) dans la réalisation d'études, cartographies ou diagnostics institutionnels dans le domaine des VBG ;
- Maîtriser le français (oral et écrit) et comprendre les langues locales (Hassaniya, pulaar, wolof, soninke, etc.) ;
- Être disponibles pour des déplacements sur le terrain ;
- Avoir un bon esprit d'équipe et de synthèse.

Modalités de soumission

Les consultants intéressés devront soumettre :

- Une demande manuscrite adressée au Comité de Solidarité avec les Victimes des Violations des Droits Humains (CSVVDH) ;
- Un curriculum vitae détaillé incluant les références pertinentes ;
- Une proposition méthodologique indiquant la compréhension de la mission et la méthodologie envisagée pour atteindre les résultats attendus ;
- Une offre financière précisant le montant total proposé pour la mission. Ces montants devront inclure uniquement la rémunération liée aux jours de travail envisagés.

Les dossiers de candidature doivent porter la mention « **Candidature au poste de consultant pour la réalisation de la cartographie des services d'assistance juridique et d'appui psychosocial aux victimes de violences** ».

NB : Les candidatures féminines sont vivement souhaitées

Veillez envoyer votre dossier de candidature avec une offre technique et financière au plus tard le **2 Décembre 2025 à 17h00 min** aux adresses suivantes : baradjibril85@gmail.com